

Armée



La sécurité de la population

La sécurité est une condition indispensable à la liberté, à l'indépendance et à la prospérité. Une armée de milice crédible et forte garantit la sécurité également en temps de crise et répond aux besoins particuliers de la Suisse. La sécurité ne va pas de soi. Des guerres violentes se sont déchaînées à quelques heures d'avion seulement de la Suisse. Des attentats terroristes peuvent être perpétrés toujours et partout. Nous avons l'obligation de mettre à disposition de notre armée et de la défense nationale les moyens dont elles ont besoin – afin que les femmes et les hommes habitant en Suisse puissent continuer à vivre en sécurité et en liberté dans ce pays.



“ L’armée suisse apporte une contribution décisive à la sécurité et à la liberté. Sans liberté et sans sécurité le pays s’enfoncé dans le chaos. Nous avons donc absolument besoin d’une armée bien équipée. ”

L'armée est une assurance

Avec son armée de milice la Suisse défend le pays et ses habitants contre des dangers violents menaçant de l'extérieur. La neutralité permanente et armée a sauvé l'indépendance et la liberté de notre pays et lui a permis de vivre en paix. En temps de crise l'armée garantit la vie, la propriété, l'espace vital, mais aussi les droits démocratiques, donc la souveraineté des citoyennes et des citoyens. Un pays qui ne peut plus assurer sa sécurité par ses propres moyens n'est plus souverain. L'armée est l'ultime moyen de défense de notre liberté. Un ultime moyen ne doit en aucun cas échouer.

Les guerres sont malheureusement une réalité

La paix éternelle qu'on nous avait promise n'est pas en vue. C'est le contraire qui est vrai : les tensions et conflits armés sont toujours présents partout dans le monde. La violence et la guerre restent les moyens préférés dans la lutte globale pour le pouvoir, pour les matières premières et pour renforcer l'influence religieuse ou idéologique. Les actions des grandes puissances sont elles aussi marquées par des intérêts nationaux. C'est dire qu'il est essentiel pour un petit pays de pouvoir garantir lui-même sa capacité de défense s'il veut sauvegarder sa souveraineté. La Suisse doit faire une analyse sérieuse de la menace en se basant sur une conception réaliste du monde et dans le cadre d'une authentique politique de sécurité. La protection efficace du pays et de ses habitants ne tolère ni demi-mesures, ni compromis.

La Suisse est vulnérable

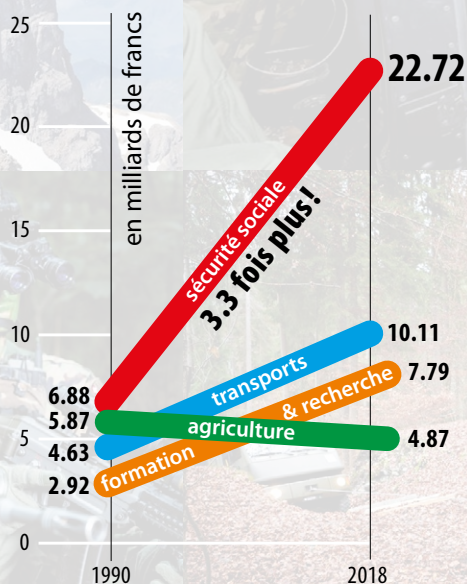
Face à la lutte pour le pouvoir, pour les ressources et les voies de transport, nos axes de transit restent au cœur de nos intérêts stratégiques. La violence et le terrorisme à motivation religieuse – de plus en plus visible depuis quelques années sous la forme d'un islamisme radical – n'occupent pas seulement des espaces, mais aussi des têtes. Internet, en particulier, offre une plateforme largement incontrôlable pour répandre en un clin d'œil et avec peu de moyens des idées radicales au-delà des frontières nationales. La menace terroriste provenant d'acteurs non-étatiques et le risque de cyberattaques s'accroissent constamment. Preuve en sont différents événements récents qui se sont produits dans le contexte immédiat de la Suisse. Même s'il paraît peu probable que la Suisse devienne une cible privilégiée de ce genre d'agressions, des actions hostiles et des attentats sont toujours possibles également chez nous. Pays très prospère, château d'eau de l'Europe, plaque tournante du commerce de matières premières et importante place financière, la Suisse a beaucoup à défendre.

Suffisamment de moyens pour une armée crédible

L'UDC exige une armée défensive possédant un équipement moderne et bien formé, qui défend l'indépendance nationale et qui contribue à faire admettre la Suisse dans le monde comme un partenaire prévisible et participant au maintien de la paix. Les cinq milliards de francs par an que le Parlement a approuvés et un effectif de 100 000 conscrits ne permettent



De moins en moins d'argent pour la sécurité des habitants de la Suisse



Source: AFD

pas à l'armée de remplir sa mission qui, à côté de la défense, comprend aussi le soutien des autorités civiles (par ex., l'aide en cas de catastrophe). Il faut stopper une politique qui saigne l'armée en coupant constamment dans le budget de la défense. En comparaison avec des Etats comme la Suède, l'Autriche et la Finlande, la Suisse est le pays qui dépense le moins pour son armée (par rapport à son produit intérieur brut). Du point de vue de l'UDC, un montant annuel d'au moins 5,4 milliards de francs et un effectif de 140 000 conscrits au minimum sont indispensables. Il faut en outre renoncer à l'idée de fixer un nombre maximal de jours de service par an. Le cours de répétition doit en règle générale durer trois semaines.

Il n'y a pas d'alternative par rapport à une défense indépendante

La garantie de la sécurité du pays et de ses habitants est une tâche centrale de l'Etat. Nous avons donc besoin d'une armée forte, percutante et dotée d'un mandat clair, d'objectifs contraignants et d'une stratégie réaliste. Les membres de l'armée doivent être mobilisables en quelques jours et rester opérationnels 24 heures sur 24 pendant une période à déterminer. Une reconstruction de l'armée après l'achèvement du projet de développement de l'armée s'impose. Il s'agit donc dans une première étape, d'appliquer rapidement et complètement le projet en cours de développement de l'armée qui servira de base pour la suite. Ensuite de rédiger un rapport de politique de sécurité selon les connaissances les plus récentes dans le but de garantir une sécurité complète et d'actualiser constam-

ment ce rapport avec des rapports complémentaires. Ainsi de vérifier les besoins de l'armée, élément le plus important de la sécurité nationale, et de les fixer dans un rapport en vue de la reconstruction de l'armée.

Non aux interventions à l'étranger et aux pactes militaires

L'armée doit quitter la voie fatale de l'internationalisation. Membres de l'armée d'un petit Etat neutre, les soldats suisses n'ont pas leur place à l'étranger. La maxime de politique de neutralité «Ne vous mêlez pas des conflits étrangers» énoncée par Nicolas de Flue doit revenir à l'honneur. Il faut mettre fin aux engagements à l'étranger comme celui au Kosovo. Notre armée ne doit pas être conduite par l'OTAN, pas plus qu'elle ne doit être intégrée dans une politique de défense commune de l'UE. Les tendances à réduire encore l'effectif de l'armée et de la transformer sournoisement en une armée professionnelle doivent être immédiatement stoppées. Les structures de direction et états-majors boursoufflés doivent être élaguées. Une armée percutante a aussi besoin de forces aériennes bien équipées qui sont à même d'intercepter des agressions par la voie des airs. Il est donc indispensable de prendre rapidement en main le renouvellement de notre armée de l'air.

Positions

L'UDC...

- s'engage pour une armée de milice parfaitement formée et pour l'obligation générale de servir;
- s'engage, dans l'intérêt de la protection de tous les habitants de la Suisse, pour des forces terrestres complètement équipées et des forces aériennes modernes;
- exige une armée moderne qui répond rapidement aux exigences de son temps, notamment dans le domaine de la cybersécurité et de la guerre hybride;
- combat toutes les tentatives de réduire encore le budget militaire et l'effectif de l'armée. Les ressources financières et l'effectif de l'armée doivent être à même de garantir à tout moment la défense du pays et de ses habitants;
- exige le renouvellement complet des forces aériennes et combat toute réduction supplémentaire du nombre d'avions de combat. L'armée de l'air doit être capable d'assumer de manière autonome et avec ses propres moyens durant au moins un mois les missions qui lui sont confiées;
- exige pour l'armée une disponibilité élevée et adaptée à la menace;
- exige qu'il soit mis fin aux engagements armés à l'étranger comme celui du Kosovo;
- veut que la Suisse demeure hors de tout pacte militaire et refuse sa participation à l'OTAN;
- demande une présence équilibrée de l'armée dans toutes les régions du pays;
- s'engage pour la sauvegarde d'un droit des armes indépendant et libéral;
- demande que le Service civil soit supprimé et que les personnes incorporées soit intégrées dans l'Armée ou la Protection civile;
- exige que l'on cesse de réduire les unités armées au profit de l'administration militaire.

Avantages

Ce que cela me rapporte

- ✓ comme citoyen, un surcroît de sécurité;
- ✓ comme famille, la certitude que notre pays peut être protégé;
- ✓ comme membre de l'armée, la conviction que l'armée dispose des ressources nécessaires pour assumer sa mission au service du pays et de ses habitants;
- ✓ comme membre responsable d'une autorité, la certitude de pouvoir disposer de l'armée pour surmonter des crises et des catastrophes;
- ✓ comme parent, la certitude que nos fils et filles n'ont pas à se battre dans des guerres étrangères.